

Réseau « *Acteurs Emergents* »



## **RAPPORT DE SYNTHÈSE DE L'ATELIER INTERNATIONAL ORGANISÉ À DAKAR (SENEGAL)**

Du 5 au 7 décembre 2008 s'est tenu à Dakar (Sénégal), le Séminaire international sur le thème, « *Les nouvelles demandes / offres de formation dans des pays en développement à l'ère de la globalisation* ». Celui-ci a été organisé conjointement par l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar – UCAD (FASTEF) et le Réseau «Acteurs émergents» (RAE/FMSH) ; avec le soutien de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme- Paris, de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (Laboratoire «Identités, Territoires, Expressions, Mobilités » - ITEM), de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Centre d'études des mouvements sociaux – CEMS) et du Swedish Research Council.

Les membres du réseau interrogent dans une perspective comparative les transformations et les recompositions que connaissent les Etats nationaux africains dans le contexte actuel de mondialisation et se penchent sur les conditions d'émergence de nouveaux acteurs dans le champ social et politique. (<http://www.acteurs-emergents.msh-paris.fr/>).

### **1. Objectifs scientifiques poursuivis**

Depuis plus d'une dizaine d'années, les espaces académiques, aussi bien dans des pays en développement que dans des pays développés, connaissent des restructurations plus ou moins profondes, initiées par eux-mêmes, ou imposées par des organes de 'régulation' transnationale. Ces restructurations produisent leurs effets à tous les niveaux des systèmes d'enseignement. En particulier, au sein des universités, elles introduisent de nouveaux modes de gouvernance qui se traduisent par une diversification corrélative des filières, des publics étudiants et des statuts d'enseignants. Sous des formes et selon des modalités différentes,

des institutions transnationales semblent imposer ou suggérer indirectement des plans de carrière et des pratiques socioprofessionnelles.

Dès lors, l'on peut poser la question nodale de savoir, s'il y a émergence de nouveaux archétypes de la réussite. Comment se définit aujourd'hui la « réussite » dans un espace culturel et éducatif mondialisé ? Comment peut-on analyser l'articulation entre la globalisation par le haut (imposition des institutions transnationales) et la globalisation par le bas (pratiques éducatives d'acteurs des classes moyennes et populaires) ? Quelles sont les procédures de légitimation de cette nouvelle configuration ?

Différents axes de questionnement des mutations en cours ont été privilégiées. Il s'agissait d'interroger l'effet des contraintes, notamment économiques, sur les transformations des rapports aux différents niveaux de formation, d'analyser les stratégies éducatives individuelles ou collectives, d'identifier les formes et les contenus des demandes et des offres de formation et/ou de culture, de se pencher, plus spécifiquement, sur les modes d'acquisition universitaire et sur les pertes de repères provoquées par ces bouleversements.

L'objectif était aussi plus généralement de contribuer au développement des échanges, de la réflexion, de la formation à la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines en Afrique, en partenariat étroit avec les enseignants-chercheurs et les chercheurs des centres de recherche des pays du Nord et du - Sud.

## **2. Activités réalisées**

Les travaux ont duré trois jours et se sont déroulés de la manière suivante :

- a) Exposés et discussions de communications relatives aux différents sous-thèmes ;
- b) Interventions (cours – séminaires) à l'intention d'étudiants du Département de sociologie de la FLSH et de la FASTEUF

Des exposés introductifs ont ouvert les discussions dans les différents ateliers

**Sous-thème 1** : La place des institutions transnationales dans la redéfinition des politiques et des offres de la formation et de la culture.

1) Mihai, Dinu, Gheorghiu, (RAE/CSE-France/ Universitatea Al. I. Cuza Iasi (Roumanie), *La construction de l'espace scientifique européen et les réseaux d'excellence dans les sciences humaines et sociales*

Cet exposé prend appui sur deux travaux antérieurs : d'une part l'enquête réalisée en 2002 à Berlin, Bucarest et Sofia sur les instituts et centres d'excellence en sciences sociales et humaines dans le cadre du « *Socialsciencenetwork* », coordonné par la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) et le Wissenschaft Zentrum Berlin (WZB) – et d'autre part la participation au projet *Towards a European Research Arena - How to Achieve European Added Value in Socio-economic Research –Lessons Learned from 4. and 5. FRP projects* (2002-2003). Il montre comment l'émergence d'un espace scientifique européen est le résultat conjoint d'un double processus : d'une part, la volonté politique de construire une *European Research Area*, de trouver des solutions à la fois scientifiques et politiques aux problèmes sociaux et économiques européens ; d'autre part, les stratégies individuelles et collectives des chercheurs engagés à des titres divers dans le processus de professionnalisation de leurs disciplines, d'internationalisation et de collectivisation de la recherche.

2) Harouna Sy, UCAD/FASTEF, Dakar. *Logiques libérales de la Banque Mondiale et demandes éducatives dans les pays sous développés*

Les pays sous développés sont confrontés à d'insistantes demandes massives d'éducation à tous les niveaux de leur système d'enseignement que leurs ressources publiques ne peuvent satisfaire. La Banque mondiale fait partie des bailleurs de fonds auxquels ces pays s'adressent pour financer leur développement. En interrogeant la politique de financement de cette institution, ses textes découvrent deux périodes formellement opposées mais

rationnellement cohérentes par la logique libérale qui les structure. Jusqu'à la fin des années 90, les financements de la Banque sont fondés sur la non rentabilité économique de l'éducation. Puis après l'OCDE et l'OMC, elle découvre une pluralité de rentabilités de l'éducation au service de la rentabilité économique désormais avérée. Elle convertit alors l'exigence de privatisation dictée par l'Ajustement structurel en une exigence de privatisation nécessitée par la marchandisation de l'éducation.

Certaines des transformations structurelles du système d'enseignement du Sénégal portent la signature de l'évolution de la conception de la Banque mondiale de l'éducation. Mais au Sénégal comme dans beaucoup de pays sous développés, la libéralisation non régulée de l'enseignement supérieur est l'effet d'une rencontre logique entre une option politique libérale de l'Etat et des conditionnalités libérales des bailleurs de fonds. La substitution de l'exigence d'équité à l'exigence d'égalité a eu pour effet de générer des logiques de distinction sociale dont les effets attendus sont contrebalancés par les effets cumulés de l'opacité et de la mauvaise connaissance du marché de l'enseignement supérieur. Et dans le même temps, cette substitution a institué en les légitimant de nouveaux modes de décision politique et de gouvernance académique qui recourent à des modes marchands de satisfaction des demandes éducatives y compris dans l'espace public.

**Sous-thème 2** : Les filières et les stratégies de formation émergentes des différents groupes sociaux.

1) Grazia Scarfo Ghellab, RAE/ Casablanca, Maroc. « *Les filières et les stratégies de formation émergentes des différents groupes sociaux : les nouveaux usages sociaux des biens d'éducation et de formation dans un contexte de crise socioéconomique et de crises des systèmes d'enseignement supérieur* ».

La communication présente le cas du MBA de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées qui a été délocalisé au Maroc depuis maintenant dix ans

(1998/2007). Ce MBA fait partie d'une offre de formation continue dans le domaine managérial qui est très hétérogène et qui s'est développée au Maroc au début des années 80. Ces formations se développent dans ce contexte et sont de plus en plus recherchées non seulement par les diplômés de la gestion (dans le cadre d'un parcours de développement de compétences plutôt 'logique') mais surtout par les ingénieurs. L'hypothèse est qu'il existe une stratégie de reconversion des ingénieurs d'un profil 'technicien' à un profil 'manager', qui se met en acte entre autre avec ce recours à des formations complémentaires dans le domaine managérial.

2) Anne-Catherine Wagner, RAE/CSE/Univ.Paris1, *Les usages sociaux des formations internationales par les classes moyennes et supérieures : éléments de comparaison*

Les choix éducatifs des élites se caractérisent traditionnellement par l'accent mis sur l'apprentissage des langues et l'ouverture sur l'étranger, voire par le passage par des institutions scolaires ou universitaires à l'étranger qui fonctionnent comme des signes distinctifs. Mais ces choix internationaux ne sont plus réservés à une petite élite sociale. Dans de nombreux pays, ils concernent aussi des fractions des classes moyennes engagées dans une mobilité sociale ascendante.

**Sous-thème 3** : La concurrence public/privé dans l'offre de formation supérieure : Vers un processus de déclassement du pôle public ?

- Boubacar Niane, RAE /Univ. C.A. Diop- Dakar, *Privatisation d'une institution publique : l'effet des Ecoles supérieures privées sur l'Université de Dakar*

Depuis environ une décennie, les institutions de formation supérieure privées ont connu une expansion considérable au Sénégal. Elles attirent de plus en plus d'étudiants qui les considèrent comme les meilleures médiations pour une formation –insertion dans le tissu socioprofessionnel. Autrement dit, ces institutions apparaissent dorénavant comme les archétypes de la réussite dans l'enseignement supérieure. Du coup, elles peuvent non seulement attirer des

enseignants de l'université publique dans leur corps professoral, mais leur modèle est en voie d'influer fortement sur des propositions de formation privée au sein même de l'Université.

La communication de B. Niane a tenté d'analyser les formes et mécanismes de cette mutation en cours, ainsi que les profils des acteurs les plus déterminants dans ce processus qui, à n'en pas douter, ne manquera pas d'impacter le futur de l'Université sénégalaise. Surtout quand on sait que celle-ci reste, comme la quasi-totalité des universités africaines, assez largement « fragile », « réceptive » dans le processus de globalisation, de régulation des filières et pratiques socioprofessionnelles par des organismes transnationaux.

**Sous-thème 4** : L'inventivité des acteurs sociaux en réponse à l'instabilité de l'Université

1) Michèle Leclerc-Olive (RAE/CEMS-EHESS-Paris), *Expertises privées et savoirs publics : réflexions à partir de quelques pratiques de coopération internationale*

La mise en place des plans d'ajustement structurel au tournant des années 80 a eu diverses incidences, tant sur les systèmes de formation supérieure (notamment dans la sous-région du bassin du fleuve Sénégal) que sur les perspectives de carrières des jeunes diplômés. Par la suite, notamment au Mali, les programmes de coopération et d'aide au développement ont poussé ces jeunes à créer des structures privées d'expertise, largement sollicitées dans le cadre de ces programmes. Les réformes de décentralisation du milieu des années 90, nécessitant un vaste programme de formation des nouveaux élus, une nouvelle impulsion est donnée à cette forme de production et de détention des savoirs que constituent l'expertise ou la consultance. En partant de deux exemples de programmes de renforcement des capacités d'acteurs locaux (Fondation de France et ACE-RECIT), l'exposé a cherché à dégager les enjeux majeurs d'une telle privatisation des savoirs.

## 2) Anne Piriou (RAE/CEAf-Paris), Socio-histoire des élites sociales et des catégories lettrées dans l'espace francophone : enjeux, théories et terrains

L'étude des catégories sociales en Afrique subsaharienne a connu d'intenses renouvellements théoriques et méthodologiques ces dernières années. Après avoir analysé les discours consacrés aux élites dans l'espace politique et savant francophone, en montrant les enjeux qui les accompagnent, l'exposé s'attache à montrer la pertinence d'une socio-histoire de ces catégories sociales en Afrique. Tour à tour magnifiées, louées, blâmées, sommées de rendre des comptes, de répondre à une mission ou de ne pas la trahir, les élites politico-sociales font l'objet d'un fort investissement idéologique où se mêlent, entre autres, injonctions normatives, discours de légitimation. A distance des postures de l'hagiographie ou de la dénonciation, il s'agit de repérer des outils utiles à la compréhension et à la mise en perspective de cette catégorie. On a usé pour cela des ressources d'une histoire sociale renouvelée - qui voit par exemple les groupes non comme des strates hiérarchiques dans un ensemble statique mais comme des entités construites de façon relationnelle, en opposition et en solidarité avec les autres groupes et donc "faites de l'étoffe des changeante des relations sociales" (G. Crossik ).

Au-delà de l'usage intempestif du vocabulaire 'classe moyenne', 'élite', on construit ainsi une véritable étude du changement social. On s'appuie aussi sur l'histoire culturelle enrichie par l'étude des réseaux, des représentations, des constructions intellectuelles et mémorielles, pratiquant la variation des jeux d'échelle entre micro et macro histoire (Revel, G; Lévi). L'exposé a montré, à l'aide de cas précis, l'intérêt de combiner une approche quantitative (étude prosopographique) et qualitative. Ces notions de groupe et de classe sont avantageusement complétées par celles de génération, de biographie, d'itinéraires individuels traçant les lignes plus ou moins denses d'espaces de sociabilité et d'urbanité. (M. Gribaudi). Les liens entre passé et présent permettent

de repérer les ruptures, transitions ou transmissions d'une génération à l'autre. On décrit les genèses et mutations des cultures politiques, la formation des 'cadres sociaux' de l'émancipation, les modalités des prises de paroles, les voies multiples d'une émancipation portée par les élites (Randrianja) les constructions et narrations de la nation. C'est en somme aux modes de fabrication, modulation, transformation d'espaces publics par les élites africaines francophones que nous aboutissons. Remettant en cause « grand partage » entre savoirs exotiques et savoirs centraux, l'exposé montre que ces objets et méthodes sont un précieux outil pour rendre visibles des sujets bien souvent occultés dans les sciences sociales sur l'Afrique. Celles-ci furent longtemps confinées dans une sorte de ghetto méthodologique qui empêchait de concevoir les objets savants africains dotés de la même légitimité que les autres. C'est le cas des intellectuels dont l'historicité, les logiques, les raisons furent bien souvent occultées voire niées.

### **3 - Synthèse des travaux**

Le séminaire a permis d'engager la réflexion interdisciplinaire et transdisciplinaire sur les offres de formation dans l'enseignement supérieur des pays du Sud et du Nord. Les questions soulevées et discutées furent nombreuses ; nous en dégageons ici quelques-unes qui retiennent l'attention des participants :

- La régulation éducative entre les exigences nationales et les contraintes internationales.
- L'inscription de l'offre et de la demande éducative des pays d'Afrique, ainsi que des pratiques pédagogiques dans le champ éducatif soumis aux contraintes politiques, économiques et sociales.
- Les politiques de réforme de l'enseignement supérieur dans les pays d'Afrique comme dans ceux d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine sont confrontées à la mondialisation des savoirs. Ce qui a amené les participants à interroger



également les relations entre le local et le global dans la circulation internationales des idées.

- L'identification la plus exhaustive des acteurs publics et privés du système éducatif s'impose comme l'une des tâches prioritaires à réaliser dans un travail en partenariat entre nos réseaux institutionnels respectifs.

- D'autres interrogations ont porté sur les objets anciens et nouveaux de la recherche en sciences sociales et humaines ; lesquelles, selon Maurice Godelier, ont pour tâche, « *d'analyser les conditions de production et de transformation de l'existence sociale de l'humanité sous ses formes collectives et individuelles. Pour cela, les sciences sociales doivent reconstruire les faits, c'est-à-dire leur donner un sens dans le champ d'une théorie, d'un système d'hypothèses et ce, à partir d'un ensemble de procédures d'examen, de méthodes d'analyse. Elles doivent ensuite suivre l'évolution de ces faits, déterminer la nature des transformations observées en appréhendant non pas des événements singuliers et dispersés, mais des séries au sein desquelles ceux-ci prennent place et trouvent sens. Puisque, le but des sciences sociales est de découvrir les propriétés objectives des systèmes de rapports qu'elles analysent avec l'espoir de dégager les lois de leurs transformations* »<sup>1</sup>.

Les participants au séminaire international ont aussi souligné la nécessité pour les enseignants-chercheurs et pour les chercheurs de nos institutions respectives de multiplier les analyses comparées sur les questions éducatives, en rapport non seulement avec les aires géographiques, mais également avec les différents champs disciplinaires. D'où la prise en compte de tous les « régimes d'historicité » pour une meilleure analyse des totalités sociales en mouvement, des récits de vie des acteurs institutionnels, publics et privés.

---

<sup>1</sup> Maurice Godelier, *Les Sciences de l'homme et de la société en France, analyse et propositions pour une politique nouvelle*, Paris, La Documentation Française, 1982, pp.22-27.

Enfin, sur le plan institutionnel, il a été recommandé le développement des relations institutionnelles entre les organismes d'enseignement et de recherche des pays du Sud et des pays du Nord. Les participants ont reconnu le rôle positif et déterminant de l'Université C.A Diop et de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris qui ont permis la tenue de ce séminaire. Ils remercient également les autorités universitaires et administratives du Sénégal pour leur soutien, et pour l'accueil qui leur a été réservé. Ces remerciements s'adressent également à l'Ehess de Paris, à l'UPPA de Pau, au Conseil suédois pour la recherche en sciences sociales et à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville.